

Vendredi, 30 avril 2004

PRINCIPAUX SUJETS

Page 1

• **Le Grand Savoir**

Page 2

• **Activités de financement**

Page 3

• **Un peu partout**

Page 4

• **Questions anti-bâillon-péquistes**

• **Agenda du Chef**

Page 5

• **L'ADQ prend position**

Page 6

• **Un autre déficit caché !**

Page 7

• **Le coût des études**

• **Histoire de l'ADQ (suite)**

Action démocratique du Québec

740, rue Saint-Maurice, b. 108
Montréal (Québec) H3C 1L5

Téléphone : 514 270 4413
Sans frais : 1 800 370 3221

Site web : adq.qc.ca
Courriel : adq@adq.qc.ca

La Lettre adéquiste

Rédaction et direction
artistique : François Pratte

Collaboration au contenu :

Serge Amyot, Isabelle Bouchard,
Mathieu Campion, Éric Duhaime,
Sylvie Fontaine, Jean-Nicolas Gagné,
Catherine Goyer, Claude Lachapelle,
Isabelle Langlois, Joanne Marcotte,
Chantal Marin, Marie-Claude Pageau,
François Pratte, Éric Vachon.

Webmestre : Jean-Yves Bernard

Soumission de textes ou photos:

La porte est ouverte ! Notez toutefois que nous nous réservons le droit de ne pas publier systématiquement toutes les photos ou textes qui nous sont soumis, notamment pour des questions de ressources et d'espace.

Jour de tombée : mardi soir.

Important : Si vous nous envoyez une photo, veuillez l'accompagner d'une description (incluant le nom du photographe, la date, le contexte et l'identification des personnes photographiées, s'il y a lieu) ainsi qu'une autorisation de la publier. Merci.

redaction@adq.qc.ca



François Pratte

Le Grand Savoir

Son parcours est standard : maternelle, primaire, secondaire, cégep, université. Un voyage de 17 années au cours desquelles elle a rempli son cerveau de connaissances qu'elle a choisies comme des articles dans les rayons d'un grand magasin. Le panier bien rempli, sûre d'en avoir enfin assez pour vivre confortablement tout le reste de ses jours, J. passe à la caisse. Surprise : la note s'élève à 180 000 dollars.

C'est toute une somme, mais le choc ne dure pas : le caissier l'informe que la plus grande partie de la facture a déjà été réglée par le gouvernement. Donc par l'ensemble des contribuables. Mais ce qui reste à payer, environ 10 000 dollars, est encore trop pour l'étudiante fraîchement diplômée. Devant sa gêne, le caissier la rassure de nouveau en l'informant que le gouvernement va lui prêter la différence, mais qu'elle devra le rembourser quand elle le pourra. Fiou.

Rentrée chez elle, J. est toute heureuse de s'installer. Elle est revenue de son long périple scolaire et elle a hâte de se sentir utile, de se trouver un emploi qui lui permettra de mettre son grand savoir au service de la communauté... Et surtout, elle a hâte de recevoir ses chèques de paie. De vrais beaux chèques d'un travail à temps plein, bien rémunéré, dans son domaine.

L'ex-étudiante J., détentrice d'un baccalauréat en environnement, trouve finalement un emploi dans une grande librairie et dans un restaurant. Serveuse le soir et libraire le samedi. Quand on se compare, on se console : beaucoup de ses collègues de travail ont fait des études universitaires, eux aussi. Une année passe, puis deux. L'environnement était-il vraiment la branche de J.? Peut-être. Peut-être pas. Elle a des doutes, même si elle n'éprouve aucun regret. Le propriétaire de la librairie la nomme gérante, elle y est maintenant à temps plein, elle adore son milieu de travail. Les études sont déjà derrière elle. Elle a son appartement qu'elle a décoré avec goût. Une petite voiture. Et elle voyage autant qu'elle peut.

Un jour, J. reçoit une lettre lui demandant de commencer à rembourser son prêt-étudiant. Près de 11 000 dollars avec les intérêts accumulés. Elle regarde ce qu'elle paie déjà pour sa voiture, son logement, ses sorties, l'ameublement qu'elle doit commencer à payer dans trois mois (elle a été totalement séduite par l'offre « achetez maintenant payez plus tard »)... et elle met l'enveloppe à la poubelle. « Ils attendront! » dit-elle à son copain. Puis elle



Le Chef dans le comté de Beauce-Nord

Au cours de sa tournée de la région de Beauce-Nord, Lotbinière et Chutes-de-la-Chaudière, **Mario Dumont** était accompagné, notamment, par le député de Beauce-Nord, **Janvier Grondin** (à droite). On les voit tous deux, ici, en compagnie du journaliste **Guy Dufour**, de Beauce Média.

ajoute : « Et puis à part de ça, je travaille même pas dans le domaine où j'ai étudié! »

Étudier, ça coûte cher, mais c'est d'abord un investissement. Dans les années 60 et 70, l'État québécois, suivant une tendance mondiale, a investi massivement dans l'éducation afin de permettre aux Québécois d'accéder aux études postsecondaires. Il faut dire que nous avions toute une pente à remonter. Désormais, il n'était plus nécessaire d'être riche pour aller à l'université. C'est d'ailleurs encore très vrai aujourd'hui : en 2001-2002, 127 768 personnes, au Québec, ont bénéficié du Programme de prêts et bourses. L'aide financière accordée sous forme de prêts représentait 338,6 millions de dollars, et l'aide sous forme de bourses s'élevait à 254 millions. Quant aux droits de scolarité pour des études à temps plein au premier cycle, ils étaient en moyenne de 1851 dollars au Québec, en 2002-2003, contre 4634 dollars en Ontario.*

Le Québec est la province qui facilite le plus, et de loin, l'accès aux études postsecondaires.

*Source : Ministère de l'Éducation du Québec

(Suite à la page 7 : **Le coût des études**)

Le clin d'œil de Marie-Claude Pageau

« Quand on parle de dé-membrement au lieu de défusion, les deux bras m'tombent et ça me scie les deux jambes! Quelqu'un a-t-il perdu la tête? »

La Lettre et l'ADQ ont besoin de collaborateurs!

La Lettre adéquate, de A à Z, est réalisée par des bénévoles, de sa conception graphique à la rédaction et la recherche de contenus. Elle exige, chaque semaine, des dizaines d'heures de travail non rémunérées. (Eh non! Je n'ai pas trouvé un emploi à l'ADQ!)

Pourquoi des gens donnent-ils autant d'heures à l'ADQ? Qu'est-ce que ça leur rapporte? Chacun pourrait donner une réponse différente. Mais au départ, ils sont tous animés par le même sentiment que des améliorations importantes doivent être apportées à tous les niveaux de la société. Ensemble, nous croyons vraiment et profondément qu'on peut faire la différence. Et vous?

En principe, le meilleur endroit pour le faire, c'est à l'Assemblée nationale. C'est là que se prennent les décisions fondamentales qui auront un impact sur l'ensemble de la collectivité. D'où notre engagement dans un parti politique.

Êtes-vous intéressés à donner du temps, vous aussi, pour *La Lettre* ou l'ADQ en général? La porte est ouverte! Vous pouvez nous faire part de votre intérêt à l'adresse suivante:

benevoles@adq.qc.ca

Merci!

François Pratte

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

L'ADQ, comme tous les partis politiques du Québec, a besoin du financement public pour fonctionner et se faire le porte-voix de la population au gouvernement. Si la somme de vos contributions, pendant l'année, ne dépasse pas 400 dollars, vous aurez droit à un **remboursement de 75 % du total** par le gouvernement. Si vous croyez vraiment que l'ADQ peut faire la différence, participez aux activités de financement. Votre don aussi fera la différence.

Mardi, 18 mai, 19 h à 21 h Soirée Vins et Fromages dans Crémazie

L'Association du comté de Crémazie vous invite à une dégustation de vins et fromages québécois **le mardi 18 mai, de 19 h à 21 h, à la maison du Pressoir**, située dans le splendide parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, à Montréal, au bord de la rivière des Prairies. La dégustation aura lieu en présence des membres de l'exécutif, dont **François Pratte**, nouvellement arrivé, qui profitera de l'occasion pour partager avec les convives les raisons de son engagement politique.

La maison du Pressoir fait partie du site historique du Sault-au-Récollet. Maisons, bâtiments et vestiges de moulins y témoignent avec éloquence de trois siècles d'histoire dans un cadre exceptionnel où l'histoire se marie à la nature.

Lieu : La maison du Pressoir
10 865, rue du Pressoir, Montréal

Transport en commun : Métro Fabre, autobus 45 Nord, ou métro Henri-Bourassa, autobus 69 Est; arrêt de Firmin

Automobilistes : Le stationnement du chalet d'accueil du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation est situé au 2425, boul. Gouin Est. Il est également possible de garer sa voiture dans les rues avoisinantes.

Coût : 40 \$.

Information : Isabelle Langlois

Courriel : ilanglois@adq.qc.ca

Tournoi de golf du chef : 5 juin

Une belle activité de financement se tiendra le 5 juin prochain dans le comté du chef. **Mario Dumont** sera présent. Vous ne jouez pas au golf? Rien ne vous empêche de vous joindre au groupe pour le souper!

Allez, laissez-vous tenter... Voici les détails :

Départ : 13 h

Type de tournoi : Shot gun

Lieu : Club de Golf de Cacouna

Coûts : 100 \$ (golf et souper) ou 40 \$ (souper seulement)

Infos et réservations : ADQ RDL, au
(418) 862-9995

Courriel : adqriviereduloup@adq.qc.ca

COCKTAIL BÉNÉFICE AVEC MARIO

Le 4 mai 2004 en Montérégie

Cet événement prend place dans le cadre de la tournée des régions de Mario.

Le prix du billet est de 60 \$ mais le coût n'est que de 15 \$ après le retour d'impôt.
Ça vaut la peine pour passer du temps avec notre Chef.*

*75 \$ après le 27 avril.

Infos : 450-674-1059

Courriel : samyot@adq.qc.ca



12 juin : Tournoi de golf du directeur général

Départs : Entre 8 h 30 et 12 h 30

Lieu : Golf Montcalm
1800, chemin Nadeau, St-Liguori

Coûts :

Déjeuner continental, golf, voiturette, souper : 125 \$
Souper seulement : 50 \$

Information : Jean-Pierre Parrot
Téléphone : (514) 946-7207 ou (450) 474-1171
ou
Claude Lachapelle, directeur de l'organisation à l'ADQ
Téléphone : (514) 270-4413

Samedi, 21 août Tournoi de golf des Chutes-de-la-Chaudière

Le tournoi de l'Association du comté du député Marc Picard aura lieu le samedi 21 août 2004 au Club de golf de Charny (Lévis) en présence du Chef de l'ADQ, Mario Dumont, et des députés adéquistes de la région Chaudière-Appalaches.

Les places sont limitées. Nous vous suggérons de former votre « foursome » pour ce tournoi qui se tiendra selon la formule « Continuous Mulligan » avec départs simultanés.

Coûts :

Golf (incluant voiturette électrique, et souper Méchoui) : 150 \$
Souper seulement : 50 \$

Information : (418) 834-7770.

Événements

Info-Calendrier

Désirez-vous qu'une information paraisse au calendrier des événements de *La Lettre adéquate*? Informez-nous en nous donnant les détails habituels.

Voici notre adresse :
redaction@adq.qc.ca

Samedi, 15 mai 2004

9 h

Assemblée générale
Comté de Shefford

Lieu :

Restaurant Place Granby
302, rue Principale (coin St-Antoine), Granby

Coût du déjeuner : 10 \$

Information :

Sylvie Fontaine, présidente

Courriel :

sfontaine@adq.qc.ca

Samedi, 22 mai 2004

19 h 30

Concert

Quand avez-vous assisté à un concert de musique classique la dernière fois? Ça ne vous vient pas toujours en premier à l'esprit quand vous songez à sortir? La **Commission des Jeunes de l'ADQ** a une belle suggestion pour vous. Elle organise une soirée de financement qui fera plaisir aux mélomanes, le samedi 22 mai, à 19 h 30. Il s'agit d'un **concert de musique classique**. Voici les détails :

Lieu :

Église Sainte-Famille
560, boul. Marie-Victorin
Boucherville

Coût : 20 \$

Information :

Simon-Pierre Diamond

Téléphone :

(514) 605-9871

Courriel :

spdiamond@adq.qc.ca



(Dans l'ordre habituel) À l'avant: Eric Vachon, (maître de cérémonie et Conseiller politique du député de Beauce-Nord Janvier Grondin), François Giroux, Edith Fecteau, Mélanie Gilbert, Richard Lacroix, Martin Rodrigue, Benoît Paré (tous membres du comité exécutif de l'ADQ Beauce-Nord), Sylvie Roy (députée de Lotbinière), Pierre Rochette, Jasmin Pomerleau (tous deux de l'exécutif de Beauce Nord), Danielle Paré, Marie Josée Poitras (tous deux attachés politique du député des Chutes-de-la-Chaudière, Marc Picard) et Myriam Taschereau (attachée politique du député de Beauce-Nord Janvier Grondin).

Mario Dumont en visite dans la région de Janvier Grondin

Mario Dumont était de passage dans la circonscription de Beauce-Nord les 23 et 24 avril dernier, où il a rejoint son député, **Janvier Grondin**. Il a notamment participé au tournage d'un vidéo qui soulignera le 10^e anniversaire de l'ADQ.

Le programme était plutôt chargé : dans le même après-midi, les deux députés ont rencontré les membres de la presse régionale, ils ont participé à une tribune téléphonique dans les studios de la station CHEQ-FM 101,3 de Sainte-Marie, puis ils ont été accueillis par **MM. Gaston et Bruno Grondin**, propriétaires de l'aéroport Grondair à St-Frédéric, qui leur ont fait visiter l'entreprise.

À la fin de cette première journée, la population était invitée à une soirée de dégustation de vins et fromages à Tring Jonction, en compagnie des deux députés. À cette occasion, Mario Dumont a confié avec beaucoup d'intensité, aux 300 personnes présentes, que son parti travaillait déjà ardemment en vue de préparer la prochaine campagne électorale. Au cours de son allocution, il a mentionné qu'il avait beaucoup appris de la dernière élection mais que le plus grand enseignement sur les erreurs à éviter lui venait davantage des fautes des libéraux pendant leur première année au pouvoir.

Visiblement dans une forme resplendissante, Mario Dumont a aussi parlé de son député dans Beauce-Nord de manière élogieuse. Il a souligné à quel point Janvier Grondin avait à cœur les gens de son comté et que son implication directe auprès d'eux serait citée en exemple aux futurs candidats de l'ADQ à travers la province. Janvier Grondin est un homme qui s'engage sur le terrain avec sincérité, cœur et détermination, et ce sont les principales qualités que véhicule notre parti.

« Lors de la dernière campagne, a poursuivi M. Dumont, notre parti a toujours exprimé la vérité et ce, même si elle n'était pas toujours agréable à entendre. Cela nous a fait perdre bien des votes certes, mais notre intention est de continuer dans le même sens tout en apportant de nouvelles solutions pour un Québec moderne. »

Le lendemain matin, Janvier Grondin et Mario Dumont ont rencontré en privé le personnel de quelques centres de la Petite Enfance afin d'écouter ce qu'ils avaient à dire sur leurs préoccupations. C'est d'ailleurs grâce à de tels échanges que l'ADQ se solidifie sans cesse. « Ces gens ont une expertise dans leur milieu, et c'est en discutant avec eux que les nouvelles idées émergent », a mentionné Janvier Grondin en conclusion à cette première tournée de son chef dans Beauce-Nord.



Éric et Stéphan à la radio

Éric Caire et Stéphan Viau, ex-candidats de l'ADQ, animent une émission de radio à la station CIMI.FM, la radio communautaire de Québec, **tous les samedis, de 13 h à 15 h**. Une émission politique que vous pouvez entendre en direct du monde entier, par l'internet. Vous voulez l'écouter? Voici les coordonnées :

Radio : 103.7

Câble : 103.5

Internet : www.cimifm.com



Agenda du Chef

4 mai 2004
11 h

Point de presse sur les priorités du Québec en vue de la prochaine campagne fédérale.

Lieu :
Édifice du Centre
Pièce 130-S

5 mai 2004
7 h 30 à 9 h 00
Déjeuner avec le Chef

Lieu :
Restaurant Como
3, rue Principale Sud
(le long de la 132)
Delson

RSVP :
(450) 635-6654;

5 mai 2004
11 h 30 à 13 h 00
Dîner avec le Chef

Lieu :
Restaurant Cora Déjeuners
84, boul. Harwood
Vaudreuil-Dorion.

RSVP :
(450) 452-0136.

Information :
Chantal Marin
Responsable
Montréal-Ouest
Vice-présidente
Comté de Soulanges

Téléphone :
(450) 452-0136

Archives des communiqués

Tous les communiqués de l'ADQ sont disponibles dans la section Médias de votre site web :

www.adq.qc.ca

Questions anti-bâillon-péquistes



Le Parti Québécois bâillonne la voix d'un Québécois sur cinq à l'Assemblée nationale en refusant d'accorder une question par jour aux députés de l'Action démocratique du Québec. Nous rendons donc publiques trois questions que l'ADQ aurait posées au gouvernement.

Question 23

On apprend que le gouvernement a l'intention de remettre moins de 40% aux automobilistes québécois de l'argent que ceux-ci paient annuellement pour la conservation et la construction des routes au Québec. En effet, c'est un maigre 930 millions \$ qui sera investi, comparativement à 2,5 milliards \$ que paie l'ensemble des automobilistes québécois tous les ans.

Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre reconnaît-il que le montant annoncé aujourd'hui est non seulement nettement insuffisant mais que le résultat net sera la détérioration encore plus grande de notre réseau routier?

Additionnelle

La semaine dernière, l'Union des municipalités du Québec, réunit en congrès à Montréal, a qualifié le sous-investissement du gouvernement du Québec dans le domaine des infrastructures de « déficit souterrain ». Les besoins pour les infrastructures sont de 17,9 milliards \$ au Québec alors que les libéraux ont remis 50 millions \$, soit 1\$ pour chaque 358 dollars dont les villes ont besoin. Le ministre aura-t-il l'honnêteté de reconnaître que sa vision à court terme en matière d'investissement dans les routes et les infrastructures n'a pour effet que de pelleter un déficit encore plus énorme sur les épaules des générations futures?

Question 24

En mettant sur pied les Conférences régionales des élus, les CRÉ, le gouvernement visait à se donner «un interlocuteur privilégié en matière de développement» tel qu'indiqué dans les textes présentant cette nouvelle structure. On comprend toutefois qu'il souhaitait simplement mettre sur pied une structure ayant sa propre signature plutôt que de devoir fonctionner avec les créatures péquistes qu'étaient les défunts Conseil Régionaux de Développement.

Depuis leur mise en place, bon nombre d'intervenants, tant du côté des élus que des différents groupes ou organismes socio-économiques ont décrié cette structure qui remplace les anciens conseils régionaux de développement.

Après avoir pratiquement exclu la société civile, ne lui laissant que quelques sièges, le gouvernement, dans sa politique de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, va même jusqu'à laisser aux CRÉ le leadership de la stratégie concertée des régions afin d'être, et je cite : «l'ancrage concret sur le terrain de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.» page 69 du document Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir, présenté par le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

Ma question s'adresse au ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille :

Comment peut-il laisser aux CRÉ le leadership de la concertation régionale devant mener à l'application de sa politique de lutte à la pauvreté tout en excluant la société civile, les groupes et organismes communautaires du processus de décision en région ?

Additionnelle 1

Tout en reconnaissant le rôle primordial des élus dans le développement régional et dans la lutte à la pauvreté, peut-on se demander pourquoi les intervenants en première ligne n'auront qu'un rôle de consultation alors qu'ils possèdent l'expertise ?

Additionnelle 2

Le ministre ne reconnaît-il pas que l'établissement d'une stratégie concertée en région qui devrait s'appuyer sur un large consensus au sein des élus et des groupes constituant la société civile, est miné par le fait que cette même société civile n'a plus sa place autour de la table ?

Question 25

Le ministre de la Santé et des Services sociaux a procédé en grandes pompes à l'inauguration du tout nouvel hôpital Pierre-Le Gardeur de Lachenaie. Pour l'occasion, tous les rendez-vous ont été reportés y compris les interventions chirurgicales et ce, afin d'assurer la sécurité du ministre.

Bien que son cabinet affirme ne pas être intervenu pour faire annuler les soins lors de la visite du ministre, l'attachée de presse affirmait, et je cite : «Malgré tout, je comprends que les autorités de l'hôpital veulent faire les «choses en grand, compte tenu du temps et des investissements mis dans ce projet.»

Ma question s'adresse au ministre de la Santé : Est-ce que le ministre est conscient du message envoyé aujourd'hui aux utilisateurs du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur qui ont vu leurs rendez-vous ou leurs chirurgies annulés à cause de sa visite ?

Additionnelle 1

Le ministre peut-il devant cette Chambre affirmer, tout comme l'a fait son attachée de presse ce matin, qu'il comprend la décision des autorités de Pierre-Le Gardeur de vouloir faire les «choses en grand» compte tenu du temps et des investissements mis dans ce projet ?

Additionnelle 2

Est-ce qu'il entend faire parvenir un mot d'excuse à l'ensemble des patients qui ont vu leurs rendez-vous ou leurs chirurgies reportés à cause de l'inauguration de l'hôpital ?

Mario Dumont



L'ADQ multiplie ses prises de position

Les communiqués de presse de l'ADQ sont tous disponibles sur le site web du Parti, dans la section Médias. Voici un compte-rendu des prises de position de l'Action démocratique du Québec pour les deux dernières semaines.

Conférence sur l'avenir de l'agriculture

« Il faut un poids lourd à la tête du ministère de l'Agriculture. » C'est ce qu'a déclaré, le 23 avril dernier, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, lorsqu'il s'est adressé à 175 agriculteurs de Lotbinière et de la Beauce. « L'un des problèmes du secteur agricole est que, depuis trop longtemps, les gouvernements placent à la tête du ministère de l'Agriculture des ministres novices et sans expérience. On place des poids lourds avec de l'expérience dans d'autres ministères, mais les poids plumes se retrouvent en agriculture. Cela a pour effet de causer des déséquilibres entre les titulaires de secteurs qui devraient plutôt se concilier et collaborer. »

Trois « R » : Revenus - Relève - Réalisme. Selon M. Dumont, l'agriculture doit redevenir un secteur géré en croissance plutôt qu'en décroissance. Il a mentionné que non seulement les gouvernements doivent trouver des solutions pour régler les problèmes, mais ils doivent aussi chercher des avenues qui en feront, de nouveau, un secteur en croissance. Il faut mettre en place des moyens d'accroître les revenus des agriculteurs, et mettre tout en œuvre pour favoriser la relève agricole. Les programmes d'aide aux jeunes agriculteurs sont désuets et il est pratiquement impossible pour un jeune entrepreneur de démarrer une nouvelle production. Il faut donc pallier le manque de relève en permettant aux jeunes agriculteurs de financer leur entreprise. Enfin, il faut être réaliste. Au Québec, les gouvernements ont toujours aimé lancer des intentions et des principes afin d'améliorer l'industrie, mais en ont souvent donné la responsabilité aux autres. On impose une réglementation toujours plus sévère, mais on n'injecte pas les capitaux qui permettraient aux agriculteurs de s'y conformer. Ceci fait que l'on refait encore une fois la facture à l'industrie, ce qui diminue les revenus et nuit à l'arrivée de la relève.

Est-il nécessaire d'ajouter que les entreprises agricoles, qui sont étouffées par une multitude de règlements, lois et formulaires, devraient enfin se voir traitées comme des PME à part entière afin qu'on leur laisse la latitude dont elles ont besoin pour retrouver leur lustre d'autrefois? Toutes les PME québécoises, d'ailleurs, sont étouffées par des normes trop strictes et par un lot de paperasse et de permis à n'en plus finir.

Démission du ministre Marc Bellemare

« Charest a menti, même à ses propres ministres », a déclaré le député adéquistre Janvier Grondin après l'annonce de la démission du ministre de la Justice, Marc Bellemare. « On savait déjà que le premier ministre Jean Charest a dit n'importe quoi pour se faire élire. Aujourd'hui, on apprend qu'il a même conté des bobards à des gens pour les convaincre d'être candidat libéral, puis ministre dans son cabinet. »

Bien que l'ADQ s'oppose à l'abolition du no-fault, M. Grondin déplore que M. Charest ait convaincu Me Marc Bellemare, un homme constant dans la défense de cette cause, de quitter sa pratique du droit pour se porter candidat libéral.

Scandale de la Gaspésie : Motion battue par le PQ

L'ADQ déplore l'obstruction systématique faite par le Parti Québécois à la Commission des finances publiques. Le PQ refuse que la commission soit saisie du rapport du juge Lesage et que les principaux acteurs politiques dans le dossier de la Gaspésie, principalement Bernard Landry, viennent s'expliquer. « Le manque de transparence du PQ dans le dossier de la Gaspésie est indéfendable. Même Alfonso Gagliano, dans le scandale libéral des commandites, a eu la décence d'aller s'expliquer devant ses pairs. Si le grand artisan du fiasco de la Gaspésie, Bernard Landry, refuse la tenue d'une commission parlementaire, il a minimalement l'obligation morale d'expliquer publiquement pourquoi et de fournir tous les détails sur ses agissements devant les contribuables québécois », a souligné le député adéquistre Marc Picard.

Selon l'ADQ, le chef péquiste a l'obligation morale de s'expliquer puisque plus de 312 millions de dollars ont été dilapidés dans ce fiasco politico-financier, dont plus de 200 millions de dollars provenant directement de la poche des contribuables québécois.

Rappelons que l'ADQ a déposé une motion visant à arrimer les travaux de la commission parlementaire avec ceux de la commission d'enquête récemment mise sur pied. Seuls les députés péquistes ont voté contre cette motion.

Assises annuelles de l'UMQ : Réinvestir dans les infrastructures

Le 16 avril dernier, Mario Dumont a prononcé une allocution aux Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec pour rappeler aux élus l'importance que l'ADQ porte à l'investissement dans les infrastructures, contrairement aux libéraux : « Dans son dernier budget, le gouvernement a annoncé la création de la Corporation de financement des infrastructures locales du Québec, dotée d'un gros budget de 50 millions de dollars, alors que vos besoins sont estimés à 17,9 milliards de dollars au cours des quinze prochaines années. En d'autres mots, le gouvernement vous donne seulement un dollar pour chaque 358 dollars que vous devrez déboursier pour vos infrastructures municipales. C'est nettement insuffisant. »

De plus, M. Dumont a souligné que nos gouvernements délaissent l'investissement dans les projets d'infrastructures pendant que nos concurrents réinvestissent massivement en cette matière : « Prenez l'exemple de nos voisins du Massachusetts, à Boston plus précisément. Depuis 1991, les autorités américaines ont entrepris, en plein centre-ville, ce qu'ils appellent le Big Dig. Un projet de plus de 7,7 milliards de dollars américains qui fera disparaître sous terre l'autoroute aérienne qui déchirait la ville. Plus de 10 milliards de dollars canadiens dans un seul projet. Un investissement partagé à 60 % par le gouvernement fédéral américain et à 40 % par l'État du Massachusetts. » (*Lire la chronique de Joanne Marcotte à ce sujet, à la page 6.*)

(suite à la page suivante)



Mauvais traitements dans les CHSLD : La Loi du silence

Mario Dumont, accompagné de **M^{mes} Diane Doire et Louise Lapierre**, deux employées mises à pied pour avoir brisé la loi du silence au CHSLD le Vaisseau d'Or, a interpellé le ministre de la Santé, Philippe Couillard, afin qu'il appuie la motion adéquate d'aujourd'hui qui souhaite briser la loi du silence dans le réseau des centres d'hébergement du Québec via la tenue d'une commission d'enquête publique : « À la lumière de toutes les nouvelles sur les mauvais traitements réservés à nos aînés, le ministre agit au cas par cas et essaie de mettre le couvert sur la marmite comme s'il voulait empêcher de faire la lumière sur ce qui se passe dans les centres d'hébergement »

Il est grand temps, en effet : les vérifications faites par le ministre lui-même dans des centres d'hébergement présélectionnés et avisés des visites d'inspection 24 heures à l'avance, ont mis en lumière de graves cas de mauvais traitements. « En février dernier, l'ADQ, la FADOQ, la Fédération québécoise des sociétés d'Alzheimer et l'AQDR, ont réclamé cette commission et l'on revient à la charge aujourd'hui alors que deux employées du Vaisseau d'Or viennent d'être cavalièrement mises à la porte parce qu'elles ont eu le courage de briser la loi du silence et de dénoncer les mauvais traitements infligés à nos aînés. Combien de St-Charles-Borromée, de Vaisseau d'Or et de Résidence Cook faudra-t-il pour que le ministre remplisse ses devoirs et ordonne enfin la tenue d'une commission d'enquête ? », demande Mario Dumont.



Point de presse du 21 avril 2004 par le chef de l'ADQ, Mario Dumont. On le voit ici en compagnie de M^{mes} Diane Doire et Louise Lapierre, deux employées du centre d'hébergement pour personnes âgées Le Vaisseau d'Or, de Beauharnois, congédiées suite à leur dénonciation de mauvais traitements envers des usagers. Cette conférence de presse précédait le débat de la « motion du mercredi » lancé par le chef de l'ADQ, invitant l'Assemblée nationale à exiger du gouvernement la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les centres d'hébergement au Québec.

COMMISSION POLITIQUE

Un autre déficit bien caché !

Joanne Marcotte

Membre de la corvée
Finances publiques, Économie et Emploi

La Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec, créée en 1999 et présidée par le maire de Laval, M. Gilles Vaillancourt, regroupe plus d'une vingtaine d'associations et d'organismes concernés par la réfection et la mise à niveau des infrastructures municipales et routières au Québec. En 1999, cette coalition évaluait à 15 milliards \$ pendant 15 ans les investissements requis pour remettre à niveau les infrastructures municipales (aqueduc, égouts et voirie municipale) et arrêter l'accélération de leur dégradation.

En 2002, à peine le tiers des investissements avaient été réalisés. De plus, 30 % des sommes qui ont été allouées l'ont été à d'autres fins que celles identifiées par la Coalition. Enfin, aucun programme n'a encore été annoncé pour financer les obligations découlant de la nouvelle réglementation sur l'eau potable, qui est évaluée à un milliard de dollars. Résultat : la dégradation des réseaux s'accélère et on doit réviser les coûts : il faudra maintenant 17,9 milliards \$ sur 15 ans. Presque trois milliards de plus que le montant évalué en 1999.

Année de l'évaluation	Infrasctructures d'eau (aqueducs, égouts), voirie municipale ¹	Durée des travaux
1999	900 M \$ par année	15 ans
2002	1200 M \$ par année	15 ans

*Exclut les investissements requis pour les transports en commun.

Ainsi, parce qu'on aura retardé des investissements essentiels, il en coûterait 300 millions \$ de plus par année pour rénover le sous-sol municipal. Une augmentation de 33,3 % ! Difficile d'imaginer meilleur rendement que celui d'investir à temps. Les attermoissements en la matière coûteront de plus en plus cher. Chaque propriétaire de résidence conçoit pourtant que laisser le toit couler revient à reporter à plus tard des travaux de rénovations majeures.

Mais si certains se questionnent toujours sur le rôle de l'État et sur la nature des investissements productifs à prioriser, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, se disait fort heureux que la Coalition s'inquiète des déficits qu'entraîne le sous-investissement dans les infrastructures. S'adressant aux membres de l'Union des municipalités du Québec à la mi-avril, il a dit : « Vous qualifiez judicieusement le sous-investissement dans les infrastructures de "déficit souterrain", un déficit qui ne paraît pas dans les états financiers ni dans les comptes publics, mais qui a cependant des effets dévastateurs, autant sur notre environnement que sur notre développement économique à long terme. »

Comme quoi l'essentiel est quelquefois... invisible. Ce qui n'empêche pas qu'il faudrait y voir.

Le coût des études (suite de la page 1)

Les étudiants québécois sont les seuls, au Canada, à recevoir des bourses attribuées, non pas au mérite, mais au besoin.* Autrement dit, on les aide s'ils n'ont pas les moyens de payer. Point.

Aujourd'hui, y a-t-il un lien direct entre le niveau des frais de scolarité et les chances d'accéder à l'université? Autrement dit, si l'université coûtait plus cher aux étudiants, est-ce que ça mettrait un frein à leurs demandes d'admission? Il y a douze ans, Claude Ryan, alors ministre de l'Éducation, avait fait tripler les frais de scolarité pour les étudiants universitaires, les faisant passer de 500 à 1500 dollars. Mais il n'y eut aucun impact sur la fréquentation. En Ontario, les droits de scolarité ont augmenté de 137 % au cours des dix dernières années. Aucun impact, là non plus, sur le taux de fréquentation, qui a continué d'augmenter. C'est en Nouvelle-Écosse que ça coûte le plus cher pour étudier, mais c'est aussi là qu'on trouve le plus haut taux de fréquentation.*

Je crois, comme nous le défendons depuis le début, qu'investir dans l'éducation et la formation continue est essentiel au développement à long terme du Québec. Je crois également que plusieurs étudiants ont besoin d'un coup de pouce de la communauté, sinon, ils risquent de décrocher malgré leur bonne volonté et leur talent. Et la communauté, au Québec, est encore, d'abord et surtout, représentée par l'État. Enfin, il me semble évident que les frais eux-mêmes doivent suivre l'inflation. Les coûts d'exploitation montent dans les universités comme partout ailleurs, surtout qu'il existe une concurrence mondiale. Une indexation de l'aide aux étudiants, toutefois, serait légitime. Mais je me demande bien, à un niveau un peu plus profond, ce qui pousse les gens à étudier. Qu'est-ce qui les motive dans leurs choix de carrière? Sont-ils vraiment bien informés de ce qui les attend? L'expression « études supérieures » ne devrait-elle pas être remplacée par « études universitaires », tout simplement? Je n'ai jamais entendu l'expression « études inférieures » accolée aux écoles techniques. Heureusement!

Je suis également préoccupé par la réaction de J. : pourquoi considère-t-elle au fond d'elle-même que le gouvernement, qui a déjà investi près de 200 000 dollars dans sa formation depuis sa naissance, devrait effacer sa dette, étant donné qu'elle n'a pas trouvé un emploi dans le domaine où elle a étudié? Attention J., avec un tel raisonnement, le gouvernement pourrait bien exiger d'être totalement remboursé si tu *ne travailles pas* dans le secteur de l'environnement! L'omniprésence de l'État a-t-elle fini par faire croire aux gens qu'ils n'avaient pas la responsabilité de leurs choix personnels?

La question de l'éducation dépasse largement celle du financement des universités. C'est au Québec que le taux de décrochage scolaire est le plus élevé au secondaire chez les garçons, et ce n'est pas une question d'accessibilité puisque l'école est gratuite et à proximité. Est-ce que l'étude, la curiosité et les livres sont valorisés à la maison? Parle-t-on de la réalisation de soi ou uniquement des possibilités d'emplois ou de salaires? Est-ce que les parents encourageront leurs enfants à aller au bout de leurs rêves quand ils seront adolescents puis jeunes adultes? Ce n'est pas à 18 ou 19 ans qu'on prépare sa vie adulte. Mais avant. Bien avant.

François Pratte

*Joseph Facal, à l'émission radiophonique Indicateur présent de Radio-Canada, le 26 avril, sur le financement des universités.

Dix ans déjà...

Au cours des deux dernières années seulement, l'ADQ a attiré dans ses rangs des dizaines de milliers de nouveaux membres. Chaque numéro de *La Lettre adéquate* vous présente des moments importants de l'histoire du parti, question de comprendre pourquoi l'ADQ est née, et surtout, pourquoi il est si important de l'appuyer. L'ADQ célèbre ses dix ans d'existence en 2004.

2 mars 1994

Élu député libéral dans Iberville en 1989, Yvon Lafrance devient le premier député de l'Action démocratique du Québec à l'Assemblée nationale, lui qui était devenu député indépendant le 9 février. Il ne se représentera pas en 1994.

5 et 6 mars 1994

Congrès de fondation de l'Action démocratique du Québec à Laval. Jean Allaire est élu chef.

Avril 1994

Mario Dumont succède à Jean Allaire, qui se retire pour des raisons de santé, comme chef de l'ADQ.

7 juillet 1994

Des élections complémentaires sont déclenchées dans les circonscriptions de Rivière-du-Loup, Chomedey, Marquette et Charlebourg. Mario Dumont amorce sa campagne dans le comté de Rivière-du-Loup. Un peu plus de deux semaines plus tard, ces quatre élections sont annulées par le déclenchement d'une élection générale.

12 septembre 1994

Élection générale au Québec. Mario Dumont est élu député de Rivière-du-Loup, remportant près de 55 % des voix, l'une des plus fortes majorités obtenues par un candidat. Sur l'ensemble du Québec, l'ADQ récolte 6,5 % des voix et plus de 11 % pour les 80 circonscriptions où elle a présenté un candidat. L'élection doit être reprise dans la circonscription de Saint-Jean pour cause d'égalité des voix.

Avez-vous des photos ?

Allez... Fouillez dans vos tiroirs, dans vos boîtes. Avez-vous des photos de campagnes électorales, d'assemblées de cuisine, de tournois, de soupers, de fêtes? *La Lettre adéquate* veut les publier! Envoyez-les par courriel ou expédiez-les au 740, rue Saint-Maurice, bureau 108, Montréal QC H3C 1L5, à l'attention de François Pratte. Elles vous seront retournées.